



TITRE: APPLICATION D'UNE MESURE EXTRÊME, L'EXPULSION D'ÉLÈVE

**SERVICE DES RESSOURCES ÉDUCATIVES ET SERVICE DE
L'ÉDUCATION DES ADULTES ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

1. Introduction

La Commission scolaire peut, en vertu de l'article 242 de la Loi sur l'instruction publique, expulser un élève de ses établissements.

Toutefois, il revient au conseil d'établissement d'approuver les règles de conduite et les mesures de sécurité proposées par le directeur d'établissement. Ces règles et mesures peuvent prévoir les sanctions disciplinaires applicables autres que l'expulsion de l'établissement et des punitions corporelles; elles sont transmises à chaque élève de l'école et à ses parents (LIP, article 76).

Dans les centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle, il revient aussi aux conseils d'établissement d'approuver sur proposition du directeur de centre, les règles de fonctionnement du centre. Ces règles assurent l'efficacité des services éducatifs dispensés par le centre ainsi que la sécurité et l'intégrité physique ou morale des élèves et du personnel du centre. Les règles de fonctionnement du centre comprennent notamment les règles de conduite des élèves et les mesures de sécurité. Elles déterminent les attitudes et comportements que doivent adopter les élèves du centre dans le but notamment de garantir le respect de l'autre et de l'environnement, l'hygiène, la moralité et la décence. Les règles de fonctionnement du centre doivent prévoir les sanctions applicables, notamment la suspension et l'expulsion du centre.

En tenant compte de ces précisions, la présente politique vise donc à définir les règles et procédures à respecter dans le cas où la direction d'une école demanderait à la Commission scolaire l'expulsion d'un élève de son établissement.

2. Objectif

Cette politique a pour objectif d'assurer que le recours à la mesure disciplinaire que constitue l'expulsion d'un élève, respecte les droits de l'ensemble des élèves. Cette politique encadre la démarche d'expulsion.

3. Fondements légaux

La Loi sur l'instruction publique, article 242 :

La commission scolaire peut, à la demande d'un directeur d'établissement, pour une cause juste et suffisante et après avoir donné à l'élève et à ses parents l'occasion d'être entendus, inscrire un élève dans un autre établissement ou l'expulser de ses établissements; ce dernier cas, elle le signale au directeur de la protection de la jeunesse.

La Loi sur l'instruction publique, article 15, paragraphe 3 :

Est dispensé de l'obligation de fréquenter un établissement l'enfant qui est expulsé de l'établissement par la commission scolaire en application de l'article 242.

4. Principes

L'expulsion d'un élève est une mesure extrême qui doit être utilisée exceptionnellement et dans la majorité des cas, après que l'établissement ait employé d'autres recours d'aide à l'élève pour résoudre son problème. L'impartialité et la non-discrimination doivent caractériser toutes les décisions prises au sujet de l'expulsion.

La Commission scolaire attend de ses établissements qu'elle fasse preuve d'une tolérance zéro face à la drogue et qu'elle applique obligatoirement une conséquence pour les actes illégaux que sont la consommation et la possession de drogues en vertu des règles de conduite de l'établissement. Pour les cas de trafic de drogues, la Commission scolaire entend appliquer la présente politique d'expulsion.

Il pourra en être de même pour des comportements graves pouvant causer préjudice à la sécurité des élèves et du personnel.

Ainsi, tout élève pris dans de telles situations aura une conséquence qui reflète la gravité de son geste. Ces conséquences visent la répression de tels actes et la protection des élèves et du personnel.

5. Définitions

Expulsion : Mesure disciplinaire prise par la commission scolaire à l'endroit d'un élève et qui consiste à l'expulser de son établissement ou des établissements de la commission scolaire pour l'année scolaire en cours.

L'expulsion est la résultante du choix nécessaire entre le droit collectif et le droit individuel.

L'élève expulsé d'un établissement l'est aussi des bâtiments, des activités et des terrains de la commission scolaire et ne bénéficie d'aucun service de la part de la commission scolaire. Exceptionnellement, après évaluation, l'élève pourrait se voir accorder le privilège de se présenter aux examens de fin d'année.

6. Préalables à l'expulsion

Avant de passer à une demande d'expulsion, l'établissement devra :

- Se doter de règles de conduite et de mesures de sécurité.
- Accompagner ces règles de conduite et ces mesures de sécurité de moyens qui permettent à l'élève en difficulté de recevoir des services ou d'être référé dans les plus brefs délais. À moins qu'il ait commis un acte grave qui entraîne directement une demande d'expulsion, un temps prescrit sera donné à l'élève pour modifier ses comportements inadéquats et ceci en établissant un plan d'intervention comme mesure d'encadrement.
- Mettre en place un système qui permet aux élèves et à leurs parents de connaître les règles de conduite et les mesures de sécurité de leur établissement.
- Donner l'occasion aux parents et à l'élève d'être entendus au niveau de l'établissement.
- Malgré ce qui précède, dans le cas où une demande d'expulsion est envisagée, un comité interne est formé au niveau de l'établissement où siège au moins un intervenant des services éducatifs complémentaires. Le comité a le mandat d'analyser le dossier, de formuler une recommandation de services et la mise en place d'un plan d'intervention ou la poursuite d'une démarche menant à l'expulsion.

7. Modalités d'expulsion

La direction de l'établissement formule par écrit, à la direction des ressources éducatives, la demande d'expulsion d'un élève de son établissement.

Cette demande doit être accompagnée des motifs à son appui ainsi que la recommandation du comité interne.

La direction de l'établissement informe les parents et l'élève de sa demande d'expulsion de son établissement.

La direction de l'établissement prépare, à l'intention de la direction des ressources éducatives, un résumé de la situation de l'élève comprenant les faits justifiant la demande, les démarches d'aide entreprises antérieurement, les résultats de ces démarches et les communications réalisées auprès des parents, s'il y a lieu.

La direction des ressources éducatives veille à former le comité aviseur. Celui-ci est composé de la direction des ressources éducatives, de trois directions d'établissement et d'une ou d'un professionnel, non impliqués dans la demande d'expulsion.

Les parents et l'élève sont informés de la date de la réunion au cours de laquelle le comité aviseur de la commission scolaire étudiera la demande de la direction de l'établissement. Ils sont invités à exposer leur point de vue sur la situation.

Le comité aviseur analyse le dossier et juge de la recevabilité ou non de la demande. Si le comité aviseur juge que la demande d'expulsion est recevable :

- dans le cas de trafic de drogues, le comité rend une décision favorable à la demande d'expulsion qui sera entérinée à la prochaine réunion régulière du Conseil des commissaires;
- dans toutes autres situations, le dossier est présenté au Conseil des commissaires qui siège à huis clos pendant la période d'étude et celui-ci rend une décision.

Lorsque le dossier d'un élève est en attente d'une décision du Conseil des commissaires, une suspension est appliquée pour une période indéterminée ne pouvant excéder 20 jours et est autorisée par la direction générale lorsqu'elle dépasse 10 jours.

Lorsque le conseil des commissaires adopte une résolution relative à l'expulsion d'un élève d'un établissement ou de l'ensemble des établissements de la Commission, les parents et l'élève sont informés par écrit des motifs qui ont justifié la décision par le secrétaire général de la commission scolaire.

Dans le cas d'un élève âgé de moins de 16 ans, un signalement est fait au directeur de la protection de la jeunesse par le secrétariat général de la Commission scolaire.

Cette expulsion est valide pour l'année scolaire en cours.

8. Demande de révision

La Loi de l'instruction publique confère à l'élève, jeune ou adulte, ou aux parents le pouvoir de demander au conseil des commissaires de réviser une décision (articles 9 à 12 et article 110.2).

9. Modalités de réintégration

L'élève ayant été expulsé fait l'objet d'un plan d'intervention au moment de son retour dans un établissement de la Commission scolaire.

10. Entrée en vigueur et application

La présente politique entre en vigueur à partir l'année scolaire 2006-2007.